

Toiles @ penser

Cahiers d'éducation permanente de

La Pensée et les Hommes



Les otages politiques

Cahier n° 2007-03-37

Connaissez-vous nos publications ?

Nous publions annuellement trois dossiers thématiques et un numéro « Varia ».

Dans sa nouvelle conception, notre revue paraît annuellement sous la forme de trois livres brochés qui comptent chacun environ cent pages et regroupent le point de vue d'une dizaine de spécialistes du sujet traité.

Chaque volume ambitionne de faire le point sur une question relative à la philosophie et à la morale de notre temps ou de traiter en profondeur un sujet qui intéresse les défenseurs des idéaux laïques. Aussi, tout naturellement, nos numéros ont pris place dans la collection « Espace de Libertés » qu'édite le *Centre d'Action Laïque*.

Comment s'abonner à nos publications ?

En effectuant un versement au profit du compte :

000-0047663-36

de *La Pensée et les Hommes* Asbl

Le prix de l'abonnement annuel s'élève à 25 € (pour trois volumes thématiques et un numéro de « Francs-Parlers) ou plus pour un abonnement de soutien. Si votre domicile implique un envoi par voie aérienne, majorez s'il vous plaît votre versement de 5 €.

Les otages politiques

Avec la collaboration de François VANDEN DRIESCH

Cesar Augusto CASTAÑA

Traduction : ST.

Les otages ont depuis toujours été un moyen d'action politique. Sans remonter jusqu'à Jules César, les otages servaient au Moyen Âge de garantie d'exécution d'un traité. Un peu comme maintenant quand on met sa maison en gage de l'exécution d'un contrat d'hypothèque.

Plus près de nous, les otages ont été un moyen de pression sur les populations occupées par les troupes allemandes lors des deux guerres mondiales. Et ces otages-là sont actuellement encore et toujours utilisés : regardez ce que le président Sarkozy a fait de la lettre de Guy Môquet...

Les faits de ces dernières années nous montrent que les otages servent encore et toujours de monnaie d'échange ou de pression sur l'adversaire : otages occidentaux au Moyen-Orient, en Iran, otages israéliens dans la bande de Gaza, rançons demandées par les seigneurs de la guerre en Afghanistan...

En Colombie, les choses sont quelque peu différentes, car on a affaire à des enlèvements de droit commun : le policier, le paysan qu'on échange contre une rançon ; on a aussi affaire à des enlèvements politiques : otages retenus jusqu'à ce que le gouvernement légal libère les guérilleros emprisonnés.

Les otages colombiens proviennent de toutes les couches de la population : paysans et citadins, militaires, policiers, officiers, VIP, comme Ingrid Betancourt ou certains ministres.

Cette lutte entre le pouvoir et les guérillas s'inscrit dans un contexte larvé de guerre civile et de violences continues. Syndicalistes, journalistes, policiers, politiques et civils en sont les principales victimes. La guerre en Colombie a créé plus de deux millions de réfugiés intérieurs. Ce conflit s'inscrit également dans la durée : les FARC, qui retiennent

avec Ingrid Betancourt plus de trois mille otages, vivent dans la clandestinité depuis 1964. Certains otages sont leurs prisonniers depuis dix ans.

Les enlèvements : une lente agonie

Yves HELLER

coordonnateur de communications de CICR en Colombie.

Le 17 février 2006 - Indymedia Colombia

Les crimes les plus évidents de lèse-humanité sont ceux qui donnent la mort et ceux qui privent de liberté. Le second est plus inhumain que le premier, car il embastille l'espoir.

Le capitaine de police Julián Ernesto Guevara a été enlevé par les FARC le premier novembre 1998, au cours d'une attaque à Mitú, la capitale du département du Vaupés. Ce jour-là, les FARC ont investi le village et mené une attaque à partir de l'hôpital, violant ainsi les normes du droit international humanitaire. Il y a quelques semaines, Julián Ernesto Guevara est mort en pleine jungle en raison des mauvais traitements et des conditions précaires de détention dont il faisait l'objet.

Les dernières nouvelles que madame E. Guevara, la mère du policier, aient reçues remontent à quatre ans. Sur une demi-feuille de cahier étaient écrits quelques mots adressés à sa mère, son épouse et sa fille. « Sept années de souffrance suffisent pour savoir qu'aucun homme en captivité ne peut être en bonne santé » déclare madame E Guevara. L'annonce de la mort du policier a été publiée le jour des quatorze ans de la fille du capitaine de police.

Les FARC sont des spécialistes en la matière, lorsque ce n'est pas une maladie qui emporte un de leurs otages, ce sont les mauvais traitements et la pression exercée sur eux qui s'en chargent.

Les otages politiques

Les enlèvements sont une arme de guerre brandie contre la société colombienne. Cette horrible méthode d'intimidation révèle le ressentiment qui anime les groupes insurgés. Il s'agit d'une recherche de reconnaissance négative envers les groupes victimes de la violence, visant à les soumettre en portant atteinte à leur intégrité corporelle. Il s'agit en fait d'une vengeance à l'encontre de ceux qui sont mus par d'autres valeurs.

L'otage est bafoué au plus profond de son être, parce que son corps est transformé en monnaie d'échange, sa dimension humaine est annihilée et devient un objet inerte, passif et dépourvu d'initiative. Il souffre des conditions auxquelles il est soumis. Il souffre parce qu'il sait que les siens souffrent. Il souffre des jours qui s'égrainent sans espoir, sans issue ; issue qui, dans le cas de Julián Ernesto Guevara, fut fatale.

En matière de droits humains, la situation d'otage, tout particulièrement en Colombie, s'avère des plus dramatiques. Parmi les milliers d'otages de par le monde, les otages colombiens sont les plus mal lotis. Séparés de leur famille, dont ils ne peuvent recevoir ni visites ni nouvelles, ils vivent dans des conditions inhumaines, exposés aux maladies, sans soins médicaux, sans autre loi que l'irrationalité de leurs ravisseurs.

L'étrange « société » d'otages créée par les groupes terroristes de Colombie, préfigure la société qu'ils entendent créer : celle qui règne dans tous les régimes totalitaires, où la majorité de la population est prise en otage par le pouvoir en place.

Personnes déplacées en Colombie

27 septembre 2007 – Reliefweb

Le conflit armé en Colombie est le plus long des temps modernes, il dure toujours, après plus de 45 ans. Il n'y a pratiquement personne qui ne soit épargné par la violence. Certains n'ont d'autre choix

que de quitter leurs maisons pour échapper aux menaces, au harcèlement ou pire.

« J'ai vécu avec mon mari et mes trois enfants dans une petite parcelle que ma mère nous avait laissée. Un après-midi nous avons entendu des tirs et nous nous sommes cachés sous nos lits, effrayés. Quand cela s'est calmé, nous sommes sortis pour voir ce qui s'était produit. Nous avons trouvé notre voisin et son fils, le cousin de mon mari, morts. Nous ne savons pas qui les a tués, mais le jour suivant, nous a décidés de nous sauver. Nous allions perdre ainsi le peu que nous avions, mais nous étions très effrayés et nous ne voulions pas rester là. »

Carmen (ce n'est pas son vrai nom) n'est qu'une parmi les millions de personnes en Colombie qui ont dû abandonner leur terre de crainte d'être tuées ou persécutées par un ou plusieurs des groupes armés impliqués dans le conflit. Dans la plupart des cas, ils ont dû abandonner leurs maisons dans un délai de quelques heures, laissant là leur bétail et tous leurs biens.

Né de l'ère de guerre froide, le conflit armé en Colombie a impliqué plusieurs groupes armés, organisés les uns contre les autres et contre le gouvernement colombien, depuis plus de quarante-cinq années. Ces derniers temps, plusieurs de ces groupes armés se sont rendus ou se sont simplement dissous, mais d'autres ont survécu ou ont réapparu. Dans plusieurs régions de Colombie, les hostilités armées persistent et on ne voit pas de signe d'amélioration, offrant peu d'espoir aux milliers de civils pris dans la tourmente.

L'impact sur des civils

Les conséquences du conflit en Colombie sont graves. Des milliers de personnes ont disparu, et la Colombie a maintenant une des plus importantes populations au monde de personnes déplacées dans leur propre pays (déplacés internes). Selon des sources fiables, entre deux et trois millions de personnes ont été déplacées depuis 1985. Dans beaucoup de cas, les groupes armés ont pris le contrôle des régions

stratégiques ou des territoires riches en ressources, forçant la population locale à partir. Dans d'autres exemples, les gens ont dû abandonner leurs maisons après des menaces ou des exécutions de membres de leur famille, ou parce qu'ils craignent que leurs enfants soient contraints à rejoindre les groupes armés. Ou, trop souvent, l'intensité du combat ne leur a pas laissé le choix et ils ont dû chercher ailleurs un asile plus sûr.

Des régions côtières de la Sierra Nevada aux plaines du nord-est de Nord-Santander en passant par les États du centre et du sud (Chocó, Antioquia, Cauca et Putumayo), les gens ont abandonné leurs maisons et ont dû aller vivre dans des bidonvilles en périphérie des villes. La transition d'un milieu rural à une existence urbaine ou semi-urbaine est un désastre culturel et socio-économique pour les personnes concernées. Les qualifications agricoles de la plupart des personnes déplacées ne leur procurent aucune valeur ajoutée pour trouver de l'emploi en milieu urbain. Les indigènes et les Afro-Colombiens, qui sont affectés par le déplacement interne d'une façon disproportionnée, ont des liens étroits avec leur terre et ces groupes sont particulièrement affectés quand ils sont déracinés. Pour compliquer leurs problèmes, ils sont souvent accusés de collaboration avec l'ennemi et ils sont obligés de se déplacer d'un endroit à l'autre avant de pouvoir s'établir de manière permanente.

Les enfants et les femmes sont également particulièrement vulnérables aux effets du déplacement. Plus de la moitié de tous les civils déplacés sont des enfants. Souvent, les départements (États) ne peuvent pas absorber le grand nombre de personnes déplacées qui arrivent sur leur territoire, et des enfants doivent souvent attendre avant de pouvoir accéder aux services médicaux ou à l'inscription dans une école. D'ailleurs, beaucoup de familles déplacées voient dans leurs enfants une source de revenu potentiel, et ils préfèrent les faire travailler plutôt que de les envoyer à l'école. Dans beaucoup de cas, ces ménages sont sous la responsabilité de mères célibataires, qui sont confrontées aux difficultés quotidiennes et qui sont particulièrement vulnérables à la violence sexuelle.

À des degrés divers, le gouvernement colombien a pris des mesures pour aider les personnes déplacées par le conflit. Plusieurs lois et

décrets ont été adoptés, favorisant l'exécution des ordres publics qui garantissent un minimum de droits sociaux et de droits individuels pour les personnes intérieurement déplacées. Un certain nombre de villes ont également installé des centres d'orientation où les établissements publics et privés donnent des informations et des conseils sur les types de services et d'aide qui sont disponibles pour eux. Dans certains cas, une telle aide est fournie sur place. Cependant, depuis 2005, selon les chiffres du CICR, le nombre de personnes intérieurement déplacées a augmenté, et le gouvernement et les organismes humanitaires n'ont pas pu répondre aux besoins énormes de tous ces déplacés. (...)

Ingrid Betancourt et les otages colombiens

Mère de deux enfants, élue députée, puis sénatrice, et enfin candidate aux élections présidentielles dans son pays la Colombie, Ingrid Betancourt est retenue en otage depuis le 23 février 2002 par les FARC, une des guérillas colombiennes.

Le courage et l'obstination dont elle a fait preuve dans sa lutte contre la corruption et le trafic de drogues dans son pays lui ont valu une renommée internationale et ont suscité une grande admiration.

Fille d'un ancien ministre de l'Éducation et d'une ancienne sénatrice, elle a vécu la majeure partie de son enfance à l'étranger et surtout en France (son père y était alors ambassadeur de Colombie à l'UNESCO), où elle a fait Sciences Po.

En 1989, alors qu'elle vivait une vie tranquille de mère de famille, elle décide soudain de tout laisser tomber pour rentrer dans son pays et agir : sa mère a vu mourir sous ses yeux Luis Carlos Galán, candidat à la Présidence en 1989, qui incarnait l'espoir d'un changement radical en appuyant le traité d'extradition des narcotrafiquants vers les États-Unis.

Son pays, la Colombie, est au bord du gouffre, saigné par des années de guerre. Pris entre la guérilla marxiste, les paramilitaires, les cartels de la drogue et les politiciens impuissants ou corrompus, peu de

gens osent se lever pour offrir une autre vision au peuple Colombien. Ingrid Betancourt décide de le faire. Elle met de côté sa vie tranquille de mère de famille expatriée pour revenir dans son pays et se battre pour en changer l'avenir.

Elle travaille à l'élection de sa mère au Sénat, puis entre au ministère des Finances. Après quelques années, frustrée du peu de résultats obtenus, elle décide de se lancer en politique avec son amie Clara Rojas. Elle est élue députée. Elle n'a de cesse de dénoncer la corruption des politiques et, en particulier, celle d'Ernesto Samper qu'elle a pourtant soutenu, tièdement, lors de la campagne présidentielle de 1994.

Elle condamne la corruption, la violence, se bat pour le développement régional, pour les plus démunis. Elle est menacée de mort à plusieurs reprises, échappe à un attentat. Elle est obligée d'expatrier ses enfants. Elle est régulièrement prise à partie par les journaux, les accusations les plus odieuses sont portées contre elles par ses pairs et relayées par des journalistes peu scrupuleux. Elle doit défendre plusieurs fois son honneur en public et en sort toujours blanchie.

Elle est d'abord élue députée en 1994, puis sénatrice en 1998. En 1998, elle fonde son propre parti, « Oxygène », et se présente au Sénat. Elle est la candidate qui, contre toute attente, remporte le plus grand nombre de voix au niveau national.

Elle est bientôt convaincue que la seule façon de changer le système est de se faire élire à la présidence en mai 2002. Elle démissionne donc de son poste de sénateur fin 2001, non sans lancer un retentissant « Lorsque je serai Présidente, je vous démissionnerai tous ! » avant de quitter l'hémicycle.

Le 23 février, tout au début de la campagne électorale, Ingrid et sa directrice de campagne, Clara Rojas, sont enlevées par les FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie) sur la route de San Vicente...

Ingrid, Suu Kyi et tous les autres

Matthieu DE NANTEUIL
sociologue et philosophe
professeur à l'Université catholique de Louvain
membre en Belgique des Comités Ingrid Betancourt

Un an après avoir signé la Charte 77 qui, le 1er janvier 1977, rassemblait les principaux dissidents tchécoslovaques, Vaclav Havel écrivait : « La vie dans la vérité est d'abord la révolte de l'individu contre sa position imposée, elle constitue une tentative pour saisir à nouveau sa propre responsabilité ». Comme Havel lui-même, fils d'une famille bourgeoise, Ingrid Betancourt et Aung San Suu Kyi auraient pu rester à l'ombre des universités prestigieuses qui les ont accueillies, respectivement à Paris et Oxford, couler des jours heureux dans des ministères divers, effleurer comme beaucoup les grandes questions sans jamais les traiter sur le fond. Elles auraient pu, chacune, choisir de composer, de ménager leur conscience et la nôtre. Elles nous auraient épargné des réveils brutaux, des cauchemars incessants face aux guerres ou aux dictatures oubliées. Elles auraient conforté l'Occident dans l'idée qu'il se fait de lui-même, surtout depuis la chute du Mur : confiant dans sa supériorité, replié sur son identité pour consacrer ses génies et ses morts. Elles auraient pu... Sur les traces des Mères de la place de Mai ou de Gandhi mais aussi, plus proches de nous, de Fred Nérac ou Guy-André Kieffer, elles ont choisi la « vie dans la vérité » dont parle Havel, contre les mensonges d'État et les petits arrangements de notre quotidien.

Nul être humain n'échappe à sa contingence, à sa chair scellée dans l'histoire, à son inscription dans une géographie particulière qui fait de lui un être singulier, limité, imparfait. Ingrid et Suu Kyi se sont forgées au carrefour de l'Occident et du reste du monde, avec les difficultés que cela comporte. Comme responsables de parti, elles ont exprimé une ligne politique que le débat démocratique est toujours en droit de discuter, de critiquer. Mais leur action se situe à un niveau beaucoup plus profond. Elles ont entrepris ce que peu avant elles n'avaient véritablement osé entreprendre : pétries de culture européenne et aimant profondément leur

pays, elles ont cherché à fonder les conditions pour que leur peuple puisse choisir librement son destin, pour que la liberté de leurs concitoyens ne soient pas une marionnette dans les mains de puissances occultes, pour que le débat n'oppose pas le mensonge et la peur, mais une pluralité authentique de chemins possibles, au-delà de la corruption ou de la pauvreté.

Après plus de quinze ans d'engagement, une grève de la faim chacune, de nombreux proches disparus ou assassinés, après quatre ans de séquestration dans la jungle colombienne pour Ingrid et son amie Clara, dans les mains d'une guérilla qui répond aux exactions atroces des paramilitaires par des pratiques analogues, après plus de dix ans d'assignation à résidence pour Suu Kyi, étouffant sous le joug d'un pouvoir dont les pratiques répressives sont qualifiées de crimes contre l'humanité par un rapport récent des Nations Unies, leur message est lumineux : le clash des civilisations n'est pas une fatalité, mais le signe de la paresse des élites à affronter l'essentiel ; le destin de l'espèce humaine n'est pas le reflet obscur de l'action des dieux, mais le fruit de décisions courageuses, mélanges de force et de simplicité ; les droits de l'homme ne sont pas un luxe que se seraient offertes les anciennes puissances coloniales : ils sont l'arme terriblement tranchante des peuples face à l'oppression – à condition de comprendre que seuls ceux dont la chair a été meurtrie pour avoir cherché à inscrire l'universel dans une culture locale connaissent le prix de la véritable universalité.

Nous pourrions dormir tranquille si, en Colombie ou en Birmanie, les militants des droits humains ne donnaient pas, par leur sens du sacrifice, une formidable leçon de choses à des institutions internationales, qui n'ont toujours pas su tirer les enseignements de Sarajevo ou de Kigali. Nous pourrions sommeiller le cœur léger si l'actuel pouvoir colombien ne trouvait aucun support dans les réseaux économiques qui transitent en Occident, si le groupe français Total, dont les résultats mirobolants ont été annoncés la semaine passée, n'alimentait pas en grande partie la junte militaire birmane. Nous pourrions « déjeuner en paix » – comme le chantait naguère Stéphane Eicher – si Ingrid Betancourt et Aung San Suu Kyi ne nous ouvraient pas les yeux sur la situation des milliers de séquestrés dont elles partagent le sort, si elles n'avaient pas fondé leur combat sur l'aspiration de tout un peuple à

disposer de lui-même, si chacune n'incarnait pas l'âpre travail d'une liberté sans frontière face à la honte érigée en système. Nous pourrions... Mais le repos du schizophrène garantit la victoire du pire. La liberté n'est pas un bien divisible dont on pourrait monopoliser telle ou telle partie : elle existe sur toute la surface du globe, ou elle n'est rien. Vaclav Havel, encore : « Ne pas prendre la défense de la liberté des autres revient à renoncer volontairement à sa propre liberté ».

**Vous souhaitez être tenu(e) au courant
de nos programmes d'émissions
télévisées et radiophoniques ?**

**Rien de plus simple,
Renseignez-nous votre adresse de courriel
Et nous vous enverrons mensuellement nos
programmes détaillés**



LA PENSÉE ET LES HOMMES ASBL

Avenue Victoria, 5 – 1000 Bruxelles

Tél. 02/640.15.20 – Fax 02/650.35.04

pensees.hommes@swing.be

www.lapenseeetleshommes.be

Avec le soutien du ministère de la Communauté française